

APAGE

Société d'expertise comptable, de commissariat aux comptes et de conseils

**PACT ARIM de la SEINE SAINT DENIS
Association à but non lucratif**

**54/56 Avenue du Président Wilson
93100 MONTREUIL**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

10 RUE PAUL BERT - 92000 NANTERRE

SOCIETE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES - REGION PARIS ILE DE FRANCE
SAS au capital de 10 000 € - RC Nanterre 523 751 444 - SIRET 523 751 444 00010 - NAF 6920Z



PACT ARIM de la SEINE SAINT DENIS
Association à but non lucratif

54/56 Avenue du Président Wilson
93100 MONTREUIL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 18 juin 2012, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association PACT ARIM 93, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables :

- La note 1.14 de l'annexe indique les modalités de comptabilisation des conventions.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler notamment les opérations relatives aux subventions attribuées sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice. Nos travaux ont essentiellement porté sur l'analyse des conventions de subvention signées entre votre association et ses financeurs.

Estimations

- La note 1.5 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des charges et des produits relatifs aux contrats à long terme ainsi que la méthode de reconnaissance du revenu.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués et à examiner les procédures d'approbation par la Direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.



III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie, le 15 Mai 2013

POUR APAGE



Pascale RENO

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles



BILAN ACTIF

POSTE	Brut	Amort. et provisions	Net	Exercice précédent
ACTIF IMMOBILISE				
. Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
. Frais d'établissement				
. Frais de recherche et développement				
. Concessions, brevets et droits assimilés	155 955	154 945	1 010	6 634
. Fonds commercial			0	0
. Autres immobilisations incorporelles				
. Avances et acptes s/immob. incorporelles	0		0	0
Immobilisations corporelles				
. Terrains			0	0
. Constructions			0	0
. Inst. techn. mat.et out. industriels	0	0	0	0
. Autres immobilisations corporelles	987 472	839 074	148 398	216 388
. Immobilisations en cours	0	0	0	0
. Avances et acomptes sur immob. corp.				0
Immobilisations financières				
. Participations				0
. Autres participations	163 643	70 062	93 581	93 581
. Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
. Autres titres immobilisés	0	0	0	0
. Prêts	3 898	0	3 898	3 898
. Autres immobilisations financières	98 126	22 867	75 259	49 947
Total I	1 409 094	1 086 948	322 146	370 448
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
. Matières premières et approvisionnements				0
. En cours de production de biens			0	0
. En cours de production de services				0
. Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
. Marchandises				0
. Avances & acomptes versés sur cdes	31 261	0	31 261	21 219
Créances				
. Clients et comptes rattachés	2 688 354	703 128	1 985 226	3 210 556
. Autres créances d'exploitation	30 221	0	30 221	42 150
. Groupe et associés	1 026 473	0	1 026 473	853 694
. Créances diverses	873 190	335 574	537 616	525 263
. Valeurs mobilières de placement	414 226		414 226	1 312 395
. Disponibilités	5 494 599		5 494 599	4 516 174
. Charges constatées d'avance	29 873		29 873	128 994
Total II	10 588 198	1 038 702	9 549 496	10 610 446
. Charges à répartir sur plusieurs exerc. (III)				
. Primes remboursement des obligations (IV)				
. Ecart de conversion actif (V)	68 501		68 501	66 558
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	12 065 792	2 125 650	9 940 142	11 047 452

BILAN PASSIF

POSTE	Montant net	Exercice précédent
FONDS ASSOCIATIFS		
. Fonds associatifs sans droit de reprise		
. Ecart de réévaluation		
. Réserves	2 500 000	2 500 000
. Report à nouveau	563 277	641 598
. EXCEDENT/INSUFFISANCE DE L'EXERCICE	298 569	-78 321
. Fonds associatifs avec droit de reprise		
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0	0
. Provisions réglementées	0	0
Total I	3 361 846	3 063 277
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. Provisions pour risques	224 849	499 623
. Provisions pour charges	103 965	103 965
Total II	328 813	603 587
FONDS DEDIES		
. Sur Subventions de Fonctionnement	0	37 395
. Sur Autres Ressources	0	0
Total III	0	37 395
DETTES		
. Emprunts obligataires convertibles	0	0
. Autres emprunts obligataires	0	0
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	796 549	1 588 778
. Emprunts et dettes financières divers	927 988	899 716
. Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	623 490	378 792
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	835 680	832 384
. Dettes fiscales et sociales	902 330	1 207 177
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	6 388
. Autres dettes	1 916 102	2 186 525
. Produits constatés d'avance	247 345	242 491
Total IV	6 249 484	7 342 250
. Ecart de conversion passif (V)	0	943
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	9 940 142	11 047 452

COMPTE DE RESULTAT

POSTE	Exercice N (12 mois)	Exercice N-1 (12 mois)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
. Ventes de marchandises France		
. Ventes de marchandises Export		
. Production vendue France (biens)		
. Production vendue Export (biens)		
. Production vendue France (services)	3 804 922	4 980 354
. Production vendue Export (services)		
. Production stockée	0	0
. Production immobilisée		
. Subventions d'exploitation	1 098 960	868 759
. Reprises sur provisions & amortissements et transferts de ch.	326 091	381 384
. Autres produits	34 645	18 068
Total des produits d'exploitation (I)	5 264 618	6 248 564
CHARGES D'EXPLOITATION		
. Achats de marchandises		
. Variation de stock		
. Achats de matières premières et autres approvisionnements		
. Variation de stock		
. Autres achats et charges externes	2 068 913	1 784 355
. Impôts, taxes et versements assimilés	230 326	248 725
. Salaires et traitements	1 780 871	2 477 031
. Charges sociales	866 632	1 290 571
DOTATION D'EXPLOITATION		
. Sur immo : dotations aux amortissements	79 125	102 692
. Sur immo : dotations aux provisions	0	
. Sur actif circulant : dotations aux provisions	160 053	159 374
. Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	111 559
. Autres charges	162 767	205 469
Total des charges d'exploitation (II)	5 348 686	6 379 777
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-84 068	-131 212
OPERATIONS EN COMMUN		
. Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
. Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	0	0

COMPTE DE RESULTAT

POSTE	Montant net	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS		
. De participation	20 465	39 862
. D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
. Autres intérêts et produits assimilés	34 943	34 762
. Reprises sur provisions et transferts de charges	0	515
. Différences positives de change	943	0
. Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	17 766	10 004
Total des produits financiers (V)	74 117	85 142
CHARGES FINANCIERES		
. Dotations aux amortissements et aux provisions	1 942	868
. Intérêts et charges assimilées	1 043	7 696
. Différences négatives de change	325	0
. Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et titres	0	0
Total des charges financières (VI)	3 310	8 564
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	70 807	76 578
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	-13 261	-54 634
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
. Sur opérations de gestion	282 352	33 600
. Sur opérations en capital	0	7 377
. Reprises sur provisions et transferts de charges	68 552	348 356
Total des produits exceptionnels (VII)	350 903	389 333
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
. Sur opérations de gestion	38 999	94 610
. Sur opérations en capital	75	117 976
. Dotations aux amortissements et aux provisions	0	200 435
Total des charges exceptionnelles (VIII)	39 074	413 020
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	311 830	-23 687
. Impôt sur les bénéfices (X)	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I+ III+V+VII)	5 689 638	6 723 040
TOTAL DES CHARGES (II+ IV+VI+VIII+IX+X)	5 391 070	6 801 361
SOLDE INTERMEDIAIRE	298 569	-78 321
+ Report de Ressources non utilisées des Exercices Ant.	0	0
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0
EXCEDENT INSUFFISANCE DE L'EXERCICE	298 569	-78 321

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. GENERALITES	6
1.1. Rappel de l'activité	6
1.2. Secteurs d'activité	6
1.3. Faits marquants de l'exercice	8
1.4. Référentiel, principes & méthode d'évaluation.....	9
1.5. Contrats à long terme / reconnaissance des produits.....	9
1.6. Immobilisations et amortissements	9
1.7. Immobilisations financières	10
1.8. Créances	10
1.9. Opérations en monnaies étrangères.....	10
1.10. Valeurs mobilières de placement	11
1.11. Provisions pour risques et charges	11
1.12. Indemnités de départ en retraite	11
1.13. Reconnaissance des produits.....	11
1.14. Méthode de comptabilisation des subventions.....	11
2. AUTRES INFORMATIONS.....	12
2.1. Mandats.....	12
2.2. Représentativité des comptes mandants en trésorerie	12
2.3. Droit individuel de formation.....	12
2.4. Effectif au 31.12.2012.....	12
3. REGIME FISCAL.....	13
4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
.....	13
5. NOTES COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN ET AU	
COMPTE DE RESULTAT	13

1. GENERALITES

1.1. Rappel de l'activité

Le « PACT ARIM 93 » est une association régie par la loi de 1901 qui agit sans but lucratif en faveur du logement des populations défavorisées sur le territoire du Département de la Seine-Saint-Denis. Ses différentes activités menées en 2012 ont consisté en :

- ✓ les services aux particuliers pour l'amélioration de leur logement,
- ✓ l'intervention dans des copropriétés dégradées et les opérations programmées d'amélioration de l'habitat,
- ✓ la fourniture d'actions d'accompagnement social et d'insertion par l'habitat,
- ✓ la gestion de résidences sociales,
- ✓ l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

1.2. Secteurs d'activité

L'organisation comptable reprend les activités suivantes :

« Direction Développement, Etudes et Production (DDEP) » :

- Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO)
- Services aux Particuliers (SAP)
- Politiques Locales de l'Habitat (PLH)
- Ingénierie Sociale (IS)

« Logement d'Insertion et Hébergement (LIH) » :

- Résidences sociales
- Gens du voyage
- Solibail

« International »

Le PACT ARIM 93 n'a plus d'activité internationale mais détient encore des actifs résiduels des opérations antérieurement réalisées à l'étranger.

Il détient notamment des titres et créances attachés à une société immobilière sise à Saint-Domingue ainsi que des comptes bancaires au Mali et en République Dominicaine.

« Gestion locative »

Depuis 2007, cette section enregistre l'apurement des affaires des années précédentes.

Les principales caractéristiques tirées de ces comptes ainsi décomposés sont les suivantes :

Section	Résultat 2011	Résultat 2012	
DDEP	388 018 €	69 414 €	Excédent de l'exercice
LIH	-395 292 €	230 158 €	Excédent de l'exercice
International	448 €	-100 €	Perte de l'exercice
Gestion locative	-71 492 €	-903 €	Perte de l'exercice
Total	-78 318 €	298 569 €	Excédent de l'exercice

Le détail par activité :

Section	Résultat 2011	Résultat 2012	
A.M.O	18 227 €	4 338 €	Excédent de l'exercice
S.A.P	-286 017 €	-121 513 €	Perte de l'exercice
P.L.H	336 426 €	109 668 €	Excédent de l'exercice
I.S	319 382 €	76 922 €	Excédent de l'exercice
Total	388 018 €	69 414 €	Excédent de l'exercice

Le détail par activité et par nature :

Section	Résultat exploitation 2012	Résultat exceptionnel 2012	Résultat financier 2012	Résultat 2012
A.M.O	-7 663 €	7 079 €	4 921 €	4 338 €
S.A.P	-148 574 €	12 449 €	14 612 €	-121 513 €
P.L.H	66 903 €	25 234 €	17 531 €	109 668 €
I.S	34 061 €	25 114 €	17 747 €	76 922 €
Total	-55 273 €	69 876 €	54 811 €	69 414 €

NB : résultat par nature déterminé à partir des postes de gestion et non de la classification comptable.

1.3. Faits marquants de l'exercice

« International »

Aucun fait marquant n'est venu impacter les comptes internationaux durant l'exercice.

« Gestion Locative »

Il a été mis fin au dernier bail glissant qui perdurait jusqu'alors. Le PACT ARIM 93 n'a plus d'activité de gestion locative issue du patrimoine qu'elle détenait jusqu'en 2005.

« Logement d'Insertion et Hébergement (LIH) »

Résidences sociales

La gestion de la résidence de Drancy a cessé le 30 juin 2012. En compensation de la résiliation de cette convention le PACT ARIM 93 a perçu une indemnité de 208 K€.

Les immobilisations brutes de 122 K€ de cette résidence ont été entièrement soldées. Les dotations restantes ont été comptabilisées à 100 % de l'année 2012.

Les créances sur les locataires de cette résidence ont été passées en perte à hauteur de 74 K€ mais elles étaient provisionnées à hauteur de 57 K€ limitant ainsi l'impact sur les comptes de l'exercice.

La dégradation du recouvrement des créances sur les locataires en place dans les autres résidences a par ailleurs un impact défavorable sur les comptes de 38 K€.

Gens du voyage

Un nouveau site de 57 logements à Rosny-sous-Bois est exploité par le PACT ARIM 93 depuis le 1er mars 2012.

Solibail

Le PACT ARIM 93 est partie prenante de 2 dispositifs Solibail. Dans le cadre de Solibail 3, le PACT ARIM 93 a capté 40 logements qu'il a pris à bail auprès de propriétaires privés dont il assure la sous location et l'accompagnement social des locataires. Cette nouvelle activité a des impacts significatifs sur les postes locations immobilières (315 K€) en charges ainsi que sur les postes loyers et subventions en produits (531 K€).

« Direction Développement, Etudes et Production (DDEP) »

Deux procédures opposant le PACT ARIM 93 à d'anciens cadres devant la juridiction des prud'hommes étaient toujours pendantes et justifiaient une provision pour risque de 170 K€. Un arrêt de la Cour d'appel a définitivement débouté l'un d'eux de la totalité de ses demandes et a ainsi permis de reprendre cette provision à hauteur de 68 K€.

Une provision pour charge de restructuration de 190 K€ constituée à la clôture des comptes de l'exercice 2011 a été reprise en totalité au cours de l'exercice, compte tenu de la réalisation du plan sur l'exercice 2012. L'impact financier dans les comptes est de 69 K€.

1.4. Référentiel, principes & méthode d'évaluation

Les comptes annuels de l'exercice 2012 sont établis dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, des règlements 99.03 et 99.01 du comité de la réglementation comptable et des méthodes d'évaluation décrites ci-après.

1.5. Contrats à long terme / reconnaissance des produits

Depuis 2008 nous disposons d'informations précises et fiables fournies dans le cadre du suivi des temps passés et de la facturation. La constatation des produits et des charges relatifs aux contrats à long terme s'effectue à l'avancement. Le pourcentage d'avancement est déterminé par le rapport entre le nombre de jours réalisé sur le contrat et le nombre de jours total du contrat estimé pour la plupart des contrats.

A cet effet les comptes de chaque exercice enregistrent :

- ✓ l'annulation du montant des travaux facturés par avance ;
- ✓ la valeur des travaux correspondant aux temps passés et non encore facturés à la clôture de l'exercice ;
- ✓ le montant des pertes à terminaison au regard du temps passé et du temps restant à passer pour satisfaire aux obligations contractuelles.

Aucun changement de méthode n'est intervenu en cette matière au cours de l'exercice.

1.6. Immobilisations et amortissements

Conformément à la réglementation comptable sur les actifs (art. 321-10-1 du PCG), les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises et escomptes de règlements obtenus.

Conformément à l'art. 322-1-3 du PCG, les amortissements des investissements de l'association sont calculés en fonction de leur durée d'utilité suivante :

Postes	Durée	Mode
Immobilisations incorporelles	De 3 à 5 ans	Linéaire
Matériel industriel	5 ans	Linéaire
Agencements et aménagements des constructions	De 5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Matériel bureau et informatique	De 3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	De 5 à 10 ans	Linéaire

1.7. Immobilisations financières

Les titres de participations et les dépôts de garantie versés sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

1.8. Créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés liées à leur recouvrement.

Les dépréciations des créances détenues sur les locataires des logements sociaux sont estimées à hauteur de :

Pour les créances de plus de 18 mois et les locataires sortis :

- ✓ 100 % des créances,

Pour les locataires présents à la clôture de l'exercice :

- ✓ 75 % pour les créances de 12 à 18 mois,
- ✓ 50 % pour les créances de 6 à 12 mois,
- ✓ 25 % pour les créances de 3 à 6 mois,
- ✓ 20 % pour les créances comprises entre 2 à 3 mois.

Les dépréciations des créances détenues sur les autres clients sont estimées à hauteur de :

- ✓ 30 % pour les créances comprises entre 4 et 12 mois,
- ✓ 50 % pour les créances comprises entre 1 et 2 années d'ancienneté,
- ✓ 70 % pour les créances comprises entre 2 et 3 années d'ancienneté,
- ✓ 90 % pour les créances comprises entre 3 et 4 années d'ancienneté,
- ✓ 95 % pour les créances comprises entre 4 et 5 années d'ancienneté,
- ✓ 100 % pour les créances de plus de 5 années d'ancienneté.

Ces règles font l'objet d'ajustement en fonction des créances au cas par cas.

1.9. Opérations en monnaies étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur à la date de l'opération.

Les créances et dettes en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La différence de conversion est inscrite au bilan aux postes « écarts de conversion ».

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

Les comptes de trésorerie en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont convertis au cours en vigueur à cette date. Les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont enregistrés en résultat.

1.10. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Les plus ou moins values de cession sont enregistrées selon la méthode «premier entré – premier sorti». Les placements sont sans risque en capital.

1.11. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec l'article 312-1 du PCG, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent notamment les indemnités estimées par l'association au titre des actions en réclamation de la part de tiers et les risques liés à la réalisation de certains actifs.

1.12. Indemnités de départ en retraite

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2012.

Ces indemnités ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention en engagements hors bilan conformément à la possibilité offerte par la recommandation 2003.R01.

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de sa probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite et des tables de mortalité.

1.13. Reconnaissance des produits

Le fait générateur pour la comptabilisation des produits est :

- ✓ pour les prestations de services, leur réalisation,
- ✓ pour les subventions, la réalisation des conditions d'attribution.

Des produits à recevoir sont constatés en fonction du degré d'avancement des travaux.

1.14. Méthode de comptabilisation des subventions

Les subventions sont comptabilisées à la date de signature des conventions. Un produit d'avance est constaté lorsque la subvention est pluriannuelle. Un fonds dédié est constaté lorsque la subvention est affectée à des objectifs quantifiés et non réalisés à la fin de l'exercice.

Les subventions du Conseil Général sont attribuées à la notification du dossier. Un produit à recevoir sur les dossiers réalisés mais non notifiés est constaté à concurrence du % de notification des dossiers de l'exercice en cours par rapport au nombre total de dossiers traités.

2. AUTRES INFORMATIONS

2.1. Mandats

Dans le cadre de la mission d'assistance administrative et financière sur la gestion des fonds d'intervention de quartiers, l'association a mandat pour gérer des fonds issus d'aides publiques.

Les comptes annuels, tels qu'ils sont présentés, reprennent les créances et les dettes issues de cette activité de gestion des fonds sous mandat. Ces fonds sont représentés en trésorerie.

2.2. Représentativité des comptes mandants en trésorerie

	Structure		Gestion locative		Comptes annuels	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
522..... Fonds sous mandats	1 459 820		241 743		1 701 563	-
508..... SICAV	306 531				306 531	-
512..... Banque			123 411		123 411	-
411000.... Clients copro bailleur				365 153	-	365 153
467030001 MOUS Pantin		37 883			-	37 883
467401000 Fonds non affectés sur dossiers		4 336			-	4 336
467402000 Fonds d'aide collectif		83 635			-	83 635
467405010 FIQ Ville collectif		1 217 093			-	1 217 093
467403000 FIQ non affecté		388 589				388 589
467450200 Plus Values de Sicav à reverser FIQ		34 815				34 815
	1 766 351	1 766 351	365 153	365 153	2 131 505	2 131 504

2.3. Droit individuel de formation

En application de l'avis 2004.F du comité d'urgence relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation l'association n'a provisionné aucun droit dans les comptes de l'exercice au 31 décembre 2012. Les droits acquis au 31 décembre 2012 sont évalués à 4 103 heures.

2.4. Effectif au 31.12.2012

Ventilation de l'effectif par collègue

Collège	Hommes	Femmes	Total
Non Cadres	8	23	31
Cadres	5	11	16
Total	13	34	47

3. REGIME FISCAL

En application des textes en vigueur dont notamment la réponse de l'administration en date du 6 octobre 1999 à la Fédération nationale du mouvement « PACT ARIM », les activités ont été décomposées, selon qu'elles sont ou non considérées comme « lucratives ».

Depuis l'exercice 2005, les activités du PACT ARIM 93 sont fiscalement à prépondérance lucrative et entrent donc dans le champ d'application de l'impôt sur les bénéfices et de la TVA (calcul de coefficient d'assujettissement selon nouvelle rédaction de l'article 209 de l'annexe II du CGI).

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement significatif ne s'est produit après la date de clôture de l'exercice.

5. NOTES COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Etat de l'actif immobilisé	p. 14
Etat des amortissements	p. 15
Etat des provisions inscrites au bilan	p. 16
Etat des dettes de financement	p. 17
Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	p. 18
Tableau des filiales & participations	p. 19
Charges à payer	p. 20
Charges et Produits constatés d'avance	p. 20
Produits à recevoir	p. 20
Subventions de fonctionnement affectées	p. 21
Engagements hors bilan	p. 22
Rémunérations des trois plus hauts cadres de l'association	p. 22
Honoraires du Commissaire aux comptes	p. 22

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentation Virement	Augmentation Acquisition	Diminution Virement	Diminution Cessions hors Service	Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
I							
Frais d'établissement	157 440		0		1 485	155 955	
II							
Autres immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions							
Sur sol propre							
Grevés de droits							
Constructions							
Réhabilitations							
Grevés de droit							
Installations générales	1 039	0	0	0	1 039	0	
Installations techniques, matériel industriel							
Autres immobilisations corporelles	448 389		4 680		37 666	415 403	
Installations générales, agencements	7 454	832	0	0	0	8 286	
Matériel de transport	651 581	0	0	0	87 797	563 783	
Matériel de bureau et mobilier							
Emballages récupérables	0	0			0	0	
Immobilisations en cours							
Avances et acomptes							
III							
TOTAL	1 108 463	832	4 680	0	126 503	987 472	0
Participations							
Autres participations	163 643	0	0	0	0	163 643	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	76 712	0	25 731	0	420	102 024	
IV							
TOTAL	240 355	0	25 731	0	420	265 667	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	1 506 259	832	30 410	0	128 408	1 409 094	0

ETAT DES AMORTISSEMENTS

POSTES	Amts cumulés au début de l'exercice	Dotations de l'exercice - Exploitation	Reprises de l'exercice	Amts cumulés à la fin de l'exercice	VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			MOUVEMENTS DEROGATOIRES	
					linéaire	dégressif	exceptionnel	dotations	reprises
I									
Frais d'établissement	150 806	5 624	1 486	154 944	5 624		0		
II									
Autres immobilisations incorporelles									
Terrains									
Constructions									
Sur sol propre									
Greévées de droits									
Constructions									
Réhabilitations									
Greévées de droit									
Installations générales	1 039	0	1 039	0			0		
Installations techniques, matériel industriel									
Autres immobilisations corporelles									
Installations générales, agencements	336 931	44 782,86	37 666,25	344 048	44 783		0		
Matériel de transport	7 454	832,27	0,00	8 286	832		0		
Matériel de bureau et mobilier	546 651	27 886,34	87 797,28	486 740	27 886		0		0
Emballages récupérables									
Immobilisations en cours									
Avances et acomptes									
TOTAL	892 075	73 501	126 503	839 074	73 501		0		0
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 042 881	79 125	127 988	994 018	79 125		0		0

ETAT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentation dotations	Diminution reprises		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour reconstitution gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse de prix					
Amortissements dérogatoires					0
Prov. pour implantation à l'étranger avant 92					
Prov. pour implantation à l'étranger après 92					
Autres provisions réglementées	0	0	0	0	0
TOTAL I	190 433	0	68 000	0	122 433
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme	208 716		208 716		0
Provisions pour amendes					
Provisions pour pertes de change	66 558	1 942			68 500
Provisions pour pensions					
Provisions pour impôts	0				0
Provisions pour renouvellement					
Provisions pour grosses réparations	0				0
Provisions pour charges sociales					
Autres provisions pour charges	137 879				137 879
TOTAL II	603 587	1 942	276 716	0	328 813
Provisions sur immobilisations					
incorporelles	0				0
corporelles	0				0
titres	70 062				70 062
autres immobilisations financières	22 867				22 867
Provisions sur stocks et en cours	0				0
Provisions sur comptes clients	623 502	160 053	80 427		703 128
Autres provisions pour dépréciation	363 577		28 002		335 574
TOTAL III	1 080 007	160 053	108 429	0	1 131 631
TOTAL GENERAL (I+ II + III)	1 683 594	161 995	385 145	0	1 460 444

ETAT DES DETTES DE FINANCEMENT

SECTIONS	Capital restant dû fin 2011	Remboursement de l'exercice/ Virements internes	Capital restant dû fin 2012	Court terme -1 an	Moyen terme 1 an à 5 ans	Long terme + 5 ans	Intérêts payés	Intérêts courus 2011	Intérêts courus cumulés au 31/12/2012	Charges d'intérêts
Fonctionnement	71 103	4 260	66 843	4 324	17 958	44 561	1 043		0	1 043
Totaux emprunts	71 103	4 260	66 843	4 324	17 958	44 561	1 043	0	0	1 043

PANTIN	2 731		2 731	2 731	0					
SAINT DENIS	1 199		1 199	1 199						
Autres emprunts de fonctionnement	3 930		3 930	3 930	0	0				

CREDIT COOPERATIF	708 601		708 601	708 601	0					
CAISSE D'EPARGNE (Préfin. Dossiers)				0						
BFCC (FIQ)	17 174		17 174	17 174						
Découverts bancaires	725 775		725 775	725 775	0	0				

Avance CNAVTS	15 245		15 245			15 245				
Avance du Conseil Général de Seine St Denis	800 000		800 000		800 000					
Autres dettes financières de fonctionnement	815 245		815 245		800 000	15 245				

Dépôts de Garantie Locataire	112 743		112 743			112 743				
	112 743		112 743			112 743				

TOTAUX GENERAUX	1 724 536		1 724 536	734 029	817 958	172 549				
------------------------	-----------	--	-----------	---------	---------	---------	--	--	--	--

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

ETAT DES CREANCES	Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 898		3 898
Autres immobilisations financières	98 126		98 126
Avances Fournisseurs	31 261	31 261	
Clients douteux ou litigieux	978 719		978 719
Autres créances clients	1 709 635	1 709 635	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 133	3 133	
Organismes sociaux	8 042	8 042	
Etat : impôt sur les bénéfices	0	0	
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	13 874	13 874	
Etat : autres impôts et taxes	5 172	5 172	
Etat : divers		0	
Groupe et associés	1 026 473	1 026 473	
Débiteurs divers	873 190	873 190	
Créances sur les mandants		0	
Charges constatées d'avance	29 873	29 873	
TOTAUX	4 781 396	3 700 654	1 080 743
Montant des prêts accordés dans l'exercice	0		
Montant des remboursements de l'exercice	0		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 2 ans au plus à l'origine	725 775	725 775		
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	70 774	8 254	17 958	44 561
Emprunts et dettes financières divers	927 988		800 000	127 988
Fournisseurs et comptes rattachés *	835 680	835 680		
Personnel et comptes rattachés	177 481	177 481		
Organismes sociaux	202 698	202 698		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	447 829	447 829		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts et taxes	74 323	74 323		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés	0	0		
Groupe et associés				
Autres dettes	781 011	781 011		
Dettes engagées pour le compte des mandants	1 758 582	1 758 582		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	247 345	247 345		
TOTAUX	6 249 483	5 258 977	817 958	172 549
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 324			
Montant des divers emprunts aup. d'associés				
Fournisseurs et comptes rattachés * :				
La dettes envers le fournisseurs est de	835 680			
dont supérieur à 60 jours	280 916			

TABLEAU DES FILIALES & PARTICIPATIONS

Entreprises	Valeur Brute des titres à l'actif	Valeur Nette à l'actif	Capital social	% de détention	Capitaux propres au 31/12/2011 (en €)	dont résultat (en €)
DELTAVILLE	78 000	78 000	710 000	10,99	1 834 917	
SCI PACT	9 147	9 147	9 147	100,00	38 497	
PROMOTORA DE DESAROLLO CENTROS HISTORICOS *	70 062	0	37 016	50,00	nc	
SIPRHEM	4 573	4 573	9 180	50,00	1 997 675	

* Les titres de la société PROMOTORA sont entièrement dépréciés

CHARGES A PAYER

Charges à payer comprises dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	187 191
Dettes fiscales et sociales	318 108
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Intérêts courus non échus sur comptes bancaires	
Clients	90 247
Autres dettes	20 853
TOTAL	616 399

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	29 873	247 345
Charges et produits financiers		
Charges et produits exceptionnels		

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir compris dans les postes suivants du bilan	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	663 108
Personnel	
Organismes sociaux	
Etat	
Fournisseurs	7 643
Divers produits à recevoir	287 544
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	958 295

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Montant Initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
SOLIBAIL	250 115	37 395	37 395	0	0

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés par le PACT ARIM 93	Montant (en €)
Indemnités de départ en retraite	64 677
TOTAL	64 677

Engagements donnés par la SCI PACT (détenue à 100% par le PACT ARIM 93)	Montant (en €)
Caution hypothécaire de l'ensemble immobilier sis au 54-56 avenue du Président Wilson à Montreuil et de la propriété sise au 58 avenue du Président Wilson à Montreuil Caution donnée au profit de la Ville de Montfermeil	1 442 389
TOTAL	1 442 389

Engagements reçus	Montant (en €)
TOTAL	Néant

DIVERS

REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DE L'ASSOCIATION	Montant (en €)
Rémunérations brutes versées globalement aux trois plus hauts cadres de l'association	201 862
TOTAL	201 862

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	Montant (en €)
Mission légale de contrôle des comptes	25 176
TOTAL	25 176